



## Complément n° 2

du 5 avril 2017

au prospectus de l'offre publique d'acquisition

de

### **AEVIS VICTORIA SA, Fribourg, Suisse**

pour toutes les actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1.30 chacune  
en mains du public de

### **LifeWatch SA, Zoug, Suisse**

#### **Conseillers financiers**

UBS SA et N M Rothschild & Sons Limited

#### **Banque chargée de l'exécution technique**

UBS SA

	Numéro de valeur	ISIN	Symbole de valeur
Actions nominatives de LifeWatch SA	1'281'545	CH0012815459	LIFE
Actions nominatives de LifeWatch SA <b>apportées dans le cadre de l'Offre d'Echange</b> (deuxième ligne, non ouverte au négoce)	35'689'131	CH0356891314	-
Actions nominatives de LifeWatch SA <b>apportées dans le cadre de l'Alternative en Espèces</b> (troisième ligne, non ouverte au négoce)	35'689'722	CH0356897220	-
Actions nominatives d'AEVIS VICTORIA SA	1'248'819	CH0012488190	AEVS



Le 20 février 2017, AEVIS VICTORIA SA ("AEVIS") a publié une offre publique d'acquisition (l'"**Offre d'AEVIS**") pour toutes les actions en mains du public de LifeWatch SA ("**LifeWatch**").

Le 27 mars 2017, AEVIS a mis à jour sur plusieurs points son prospectus d'offre du 20 février 2017 (le "**Complément n° 1**"), suite notamment à la publication des résultats d'AEVIS pour l'exercice 2016 ainsi qu'à l'annonce par AEVIS du fait que ses deux représentants au conseil d'administration de LifeWatch, Messieurs Antoine Hubert et Antoine Kohler, ne seraient pas candidats à leur réélection au conseil d'administration lors de la prochaine assemblée générale de LifeWatch. Le Complément n° 1 fait également état du sort d'une clause dite de "*standstill*" contenue dans le contrat de confidentialité conclu le 16 février 2017 entre LifeWatch et AEVIS (le "**Contrat de Confidentialité**").

Par décision 651/03 du 3 avril 2017, la Commission des OPA a requis qu'AEVIS apporte, dans ce complément au prospectus de l'offre d'AEVIS, les précisions suivantes sur le sort de la clause de *standstill* susmentionnée.

## **SORT DE L'ENGAGEMENT DE *STANDSTILL* PRÉVU DANS LE CONTRAT DE CONFIDENTIALITÉ**

Le Contrat de Confidentialité conclu entre AEVIS et LifeWatch le 16 février 2017 règle l'accès d'AEVIS aux informations confidentielles que LifeWatch met à disposition des tiers intéressés par une éventuelle transaction concurrente à celle d'AEVIS pour LifeWatch. Le Contrat de Confidentialité contient une clause dite de "*standstill*", par laquelle AEVIS s'engage à ne pas acquérir ou vendre d'Actions LifeWatch ou d'autres titres ayant des actions LifeWatch comme sous-jacent autrement que dans le cadre de l'Offre d'AEVIS ou en lien avec cette dernière. Selon les termes du Contrat de Confidentialité, l'engagement de *standstill* d'AEVIS prend fin si LifeWatch annonce publiquement avoir initié des négociations ou conclu un accord avec un tiers en vue de l'acquisition de la majorité des actions ou des actifs consolidés de LifeWatch ("*The standstill undertaking shall not apply [...] at any time after [...] Lifewatch publicly discloses that it has entered into negotiations or an agreement with a third party providing for the acquisition [...] of a majority of the company's shares or consolidated assets*").

Lors d'une conférence de presse tenue le 20 mars 2017 par LifeWatch, en réponse à une question posée par un participant quant au nombre de tiers ayant approché LifeWatch en vue d'une transaction, Monsieur Stephan Rietiker, Chief Executive Officer de LifeWatch, a indiqué ce qui suit:

*"Well, obviously, I can't share the names with you and who approached. What I can tell you is there are several potential bidders that have expressed interest – that's what I can tell you – from different camps. And we have engaged Lazard. They do an outstanding job supporting us. And once we can inform the public, we'll do so right now. There's not much more I can tell you. But the process is being played by the book"*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'intégralité de la conférence de presse peut être réécoutée sur le site de LifeWatch à l'adresse: <http://lifewatch200317-live.audio-webcast.com>.

AEVIS considère qu'en déclarant publiquement avoir reçu des déclarations d'intérêt de la part de plusieurs "offrants potentiels" et avoir mandaté une banque d'investissement dans ce contexte, LifeWatch a annoncé publiquement avoir initié des négociations avec un tiers en vue de l'acquisition de la majorité des actions ou des actifs de la société, au sens de la clause susmentionnée du Contrat de Confidentialité. Les déclarations du représentant de LifeWatch à ce sujet s'inscrivent dans le contexte d'un communiqué de presse que LifeWatch avait publié le 1<sup>er</sup> février 2017, dans lequel LifeWatch avait annoncé que, suite à l'Offre d'AEVIS, LifeWatch avait décidé de solliciter des offres supplémentaires ("*following the public offer made by Aevis [...], LifeWatch has decided to solicit additional offers*").

Le 27 mars 2017, Monsieur Stephan Rietiker, Chief Executive Officer de LifeWatch, a indiqué à l'Agence Télégraphique Suisse que "*des offres alternatives* [à l'Offre d'AEVIS] *sont sur la table*" ("*Alternative Angebote lägen auf dem Tisch*").

Le 27 mars 2017, après la publication du Complément n° 1, LifeWatch a adressé un courrier électronique à AEVIS, dans lequel elle a déclaré contester avoir annoncé l'initiation de négociations avec un tiers en vue de l'acquisition de la majorité des actions ou des actifs de LifeWatch. Par courrier électronique du même jour, AEVIS a exposé à LifeWatch la raison pour laquelle la position de cette dernière était inconciliable avec les termes du Contrat de Confidentialité et les déclarations publiques de ses organes. AEVIS a ainsi confirmé à LifeWatch considérer ne plus être liée par la clause de *standstill* susmentionnée.

Le contrat donne juridiction aux tribunaux civils de Zoug pour statuer sur d'éventuels litiges. A la date de ce supplément, AEVIS n'a pas connaissance que LifeWatch ait initié de procédure ou de démarche auprès de cette juridiction pour contester la position annoncée par AEVIS ou pour chercher à mettre en œuvre les termes de la clause de *standstill* susmentionnée.

## **RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE**

Le 4 avril 2017, Ernst & Young SA, en sa qualité d'organe de contrôle de l'offre au sens de l'article 128 LIMF, a rendu le rapport suivant:

"En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons procédé au contrôle du complément du prospectus d'offre d'AEVIS VICTORIA SA (l'"offrant").

L'offrant est responsable de l'établissement du deuxième complément du prospectus d'offre (le "complément n° 2"). Notre mission consiste à vérifier et à apprécier ledit complément n° 2. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition.

Lors de notre vérification, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que

1. le complément n° 2 au prospectus d'offre ne répond pas aux critères d'exhaustivité et d'exactitude selon la LIMF et de ses ordonnances d'application;
2. le complément n° 2 au prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF, à ses ordonnances et aux décisions de la COPA du 17 février 2017 et du 3 avril 2017.

En sus, nous confirmons l'opinion exprimée dans notre rapport du 16 février 2017, selon laquelle:

1. l'offrant a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis et les actions offertes en échange soient disponibles au jour de l'exécution de l'offre;
2. les dispositions relatives aux offres de prise de contrôle, et en particulier les dispositions relatives au prix minimum, ont été respectées; et selon laquelle

nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

3. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée; ou
4. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF et à ses ordonnances.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (*Fairness Opinion*) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Zurich, le 4 avril 2017

Ernst & Young SA

Louis Siegrist

Dr. Jvo Grundler"

## **RESTRICTIONS À L'OFFRE D'AEVIS**

### **En général**

L'Offre d'AEVIS n'est faite ni directement ni indirectement dans un Etat ou une juridiction dans lequel/laquelle une telle offre serait illicite ou contreviendrait de toute autre manière aux lois ou réglementations en vigueur ou qui exigerait de la part d'AEVIS une modification des termes ou des conditions de l'Offre d'AEVIS de quelque manière que ce soit ou la formulation d'une requête ou la réalisation de démarches supplémentaires auprès d'autorités gouvernementales, d'autorégulation ou d'autres organes en relation avec l'Offre d'AEVIS. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre d'AEVIS à de tels Etats ou à de telles juridictions. La documentation relative à l'Offre d'AEVIS ne doit pas être distribuée ou envoyée dans de tels Etats ou dans de telles juridictions. Cette documentation ne doit pas non plus être utilisée pour solliciter l'acquisition de titres de participation de LifeWatch de personnes domiciliées ou ayant leur siège dans de tels Etats ou dans de telles juridictions.

### **United States of America**

The public tender offer described in this document is not being made directly or indirectly in or by use of the mail of, or by any means or instrumentality of interstate or foreign commerce of, or any facilities of a national securities exchange of, the United States of America and may only be accepted outside the United States of America. This includes, but is not limited to, facsimile transmission, telex or telephones. This document and any other offering materials with respect to the public tender offer described in this document may not be distributed in nor sent to the United States of America and may not be used for the purpose of soliciting the sale or purchase of any securities of LifeWatch from anyone in the United States of America. AEVIS is not

soliciting the tender of securities of LifeWatch by any holder of such securities in the United States of America. Securities of LifeWatch will not be accepted from holders of such securities in the United States of America. Any purported acceptance of the offer that AEVIS or its agents believe has been made in or from the United States of America will be invalidated. AEVIS reserves the absolute right to reject any and all acceptances determined by them not to be in the proper form or the acceptance of which may be unlawful.

The securities to be issued pursuant to the public tender offer described in this document have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the "**U.S. Securities Act**"), nor under any law of any state of the United States of America, and may not be offered, sold, resold, or delivered, directly or indirectly, in or into the United States of America, except pursuant to an exemption from the registration requirements of the U.S. Securities Act and the applicable state securities laws. Neither this preannouncement nor the public tender offer described in this pre-announcement does constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy any securities in the United States of America or in any other jurisdiction in which such an offer or solicitation would be unlawful. Securities may not be offered or sold in the United States of America absent registration or an exemption from registration. AEVIS will not register or make a public offer of its securities, or otherwise conduct the public tender offer, in the United States of America.

### **United Kingdom**

This communication is directed only at persons in the United Kingdom who (i) have professional experience in matters relating to investments, (ii) are persons falling within article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc") of The Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 or (iii) to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**relevant persons**"). This communication must not be acted on or relied on by persons who are not relevant persons. Any investment or investment activity to which this communication relates is available only to relevant persons and will be engaged in only with relevant persons.

### **Australia, Canada, Japan**

The public tender offer described in this document is not addressed to shareholders of LifeWatch whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada or Japan, and such shareholders may not accept the offer.

### **European Economic Area**

The public tender offer described in this document is only being made within the European Economic Area ("**EEA**") pursuant to an exemption under Directive 2003/71/EC (as amended and together with any applicable adopting or amending measures in any relevant member state (as defined below), the "**Prospectus Directive**"), as implemented in each member state of the EEA (each a "**relevant member state**"), from the requirement to publish a prospectus that has been approved by the competent authority in that relevant member state and published in accordance with the Prospectus Directive as implemented in that relevant member state or, where appropriate, approved in another relevant member state and notified to the competent authority in that relevant member state, all in accordance with the Prospectus Directive. Accordingly, in the EEA, the Offer and documents or other materials in relation to the Offer and the shares in AEVIS (the "**Offeror Shares**") are only addressed to, and are only directed at, (i) qualified investors ("**qualified investors**") in the relevant member state within the meaning of Article 2(1)(e) of the Prospectus Directive, as adopted in the relevant member state, and (ii) persons who hold, and will tender, the equivalent of at least EUR 100,000 worth of shares in LifeWatch (the "**Target Shares**") in exchange for the receipt of Offeror Shares (collectively, "**permitted participants**"). This document and the documents and other materials in relation to the Offer may not be acted or relied upon by persons in the EEA who are not permitted

participants, and each shareholder of LifeWatch seeking to participate in the Offer that is resident in the EEA will be deemed to have represented and agreed that it is a qualified investor or that it is tendering the equivalent of EUR 100,000 worth of Target Shares in exchange of Offeror Shares.